

ASSASSINAT D'OUMAR ISRAÏLOV, DÉTRACTEUR DE KADYROV, À VIENNE

Oumar Israïlov, ancien garde du corps de Ramzan Kadyrov qui avait déposé une requête contre lui devant la CEDH, a été abattu à Vienne lors d'une tentative d'enlèvement manquée. En juin 2011, un tribunal de Vienne a condamné trois hommes, dont le chef du groupe, condamné à la réclusion à perpétuité. Les enquêteurs autrichiens estimaient, en grande partie sur la base de preuves indirectes, que M. Kadyrov, dirigeant de la République tchétchène de la Fédération de Russie, avait ordonné l'enlèvement ; celui-ci a nié et n'a pas été inculpé.

UKRAINE EVIDENCE HUB
AU-DELÀ DE L'UKRAINE
AU 15 OCT. 2026

DEGRÉ DE PREUVE

ATTRIBUTION OFFICIELLE

Un gouvernement, un procureur, l'UE, l'OTAN ou un organe de l'ONU a formellement désigné la Russie, ses services ou ses forces soutenues par l'État. Il s'agit d'une position de cette autorité, non d'un jugement.

QUI L'A ÉTABLI

Jugement du tribunal de Vienne, juin 2011 : Otto Kaltenbrunner (perpétuité), Souleïman Dadaïev (19 ans), Tourpal Ali Iechourkaïev (16 ans) condamnés. Le lien avec M. Kadyrov repose sur l'appréciation des enquêteurs autrichiens ; la tentative du tribunal d'entendre M. Kadyrov par visioconférence a échoué.

DERNIÈRES NOUVELLES

Condamnations maintenues ; aucune mise en accusation de M. Kadyrov ou d'autres responsables russes.

SOURCES

C Verdict du tribunal de Vienne, tel que rapporté par The Moscow Times (« Vienne condamne 3 personnes à la prison pour le meurtre d'un opposant de Kadyrov ») · 2011-06-02

<https://www.themoscowtimes.com/2011/06/02/vienna-jails-3-in-killing-of-kadyrov-foe-a7370>

C VOA : Un tribunal autrichien condamne 3 personnes pour le meurtre d'un Tchétchène · 2011-06-01

<https://blogs.voanews.com/breaking-news/2011/06/01/austrian-court-convicts-3-in-chechens-murder>

C FIDH : Affaire Israilov — procès à Vienne · 2011

<https://www.fidh.org/en/region/europe-central-asia/russia/chechnya/Israilov-case-Trial-in-Vienna-The>

CE QUE NOUS DEMANDONS

DES ÉTATS MEMBRES

- Attribuer conjointement et publiquement ; porter la question devant l'ONU.
- Sanctionner les officiers et les unités qui ont ordonné l'opération, et pas seulement ceux qui l'ont exécutée.
- Expulser les officiers de renseignement opérant sous couverture diplomatique.

Le statut suit quatre degrés de preuve : décision de justice · attribution officielle · mis en accusation · soupçonné (les cas soupçonnés ne figurent que sur la page en ligne). Niveau A = juridictions, organes de l'ONU, organisations internationales · B = gouvernements, parquets · C = médias et enquêteurs. Rectificatifs : evidence@ukraine-evidence.org



page en ligne ·
rectificatifs